RÉSOLUTION ADOPTÉE
par la conférence nationale du PCF du 5 novembre 2016

Uni-e-s pour l'humain d'abord, les communistes en campagne

Les communistes ont mené ces dernières semaines des débats approfondis, dans le respect et l'unité, sur l'évaluation de la situation politique en vue des échéances de 2017. Sur la base de cette discussion, la Conférence nationale, réunie le 5 novembre à la Cité des sciences et de l'industrie de Paris-La Villette, a pris des décisions sur l'engagement des communistes dans les campagnes de la présidentielle et des législatives.

Elle l'a fait en considérant :

* que notre peuple est en attente de changements très profonds et qu'il peut faire le choix d'y répondre sur la base de valeurs progressistes si un projet de gauche alternatif à l'austérité et aux logiques libérales lui est proposé, comme l'ont confirmé la grande consultation citoyenne engagée par les militant-e-s communistes et les mobilisations sociales contre l'austérité et pour la défense des droits sociaux ;
* que tout est fait, après deux quinquennats catastrophiques qui provoquent aujourd'hui le rejet de notre peuple, pour le priver une nouvelle fois de ce choix progressiste, en l'enfermant dans un choix présidentiel piégé : ou un représentant des mêmes politiques libérales (Sarkozy ou Juppé à droite, Hollande ou Valls ou Macron côté gouvernemental), ou le Front national ;
* que, dans ces conditions, seul un très large rassemblement de toutes les forces prêtes à s'engager clairement pour une nouvelle politique de progrès, de justice et de solidarité peut éviter ce piège, répondre à l'attente populaire de mieux vivre et sortir notre pays de la crise actuelle.

Ce rassemblement, ce nouveau Front populaire et citoyen que nous nous engageons à construire, doit avoir un double objectif :

* Combattre la droite et l'extrême droite et les empêcher de conquérir le pouvoir en 2017. Pour mener cette bataille, dénoncer le programme de la droite et démontrer l'imposture du FN, le Parti communiste éditera, début janvier, un argumentaire national : « *Droite-FN, un piège mortel pour la France »,* et se dotera des outils nécessaires, notamment numériques, pour cette campagne.
* Porter au pouvoir au printemps une nouvelle majorité politique de gauche alternative à l'austérité, au service des luttes sociales, pour ouvrir un espoir de progrès et de solidarité pour la France. Les communistes s'engagent dès maintenant dans la construction de ce rassemblement en proposant un pacte d'engagements communs pour une nouvelle politique de progrès social, démocratique, écologique.

Que demande le peuple ?

La consultation inédite par sa nature, menée dans tout le pays par les communistes, montre le désir d'être entendus : près de la moitié des Français-e-s estiment ne pas être correctement pris en compte dans notre démocratie. Un premier enseignement est frappant : la convergence des aspirations qui s'expriment. Le grand nombre de personnes interrogées, la diversité des profils ayant répondu, l'image politique détériorée de la gauche, tout cela pouvait conduire à des résultats clivés, révélateurs d'opinions concurrentes et fragmentées.

En réalité, des lignes de force apparaissent, définissant un socle commun de préoccupations : pour une vie meilleure (salaires, santé, retraites, éducation, jeunesse…), dans une France refusant les discriminations et œuvrant pour la préservation de l'environnement. L'existence de ce socle commun de valeurs de gauche montre qu'il est possible de contrer les projets réactionnaires d'une droite décomplexée et les dangers que représente une extrême droite dont les idées sont banalisées.

Le second trait marquant est la recherche de sens, la conjonction souhaitée de l'idéal et du réel, la combinaison possible du rêve et des solutions concrètes. Les personnes interrogées s'accordent massivement pour considérer « qu'en France aujourd'hui, on manque de rêves et d'utopies » (65 %), mais appellent en retour des solutions très concrètes, des réponses pratiques en matière de réformes. L'idéal et le réel, à la manière dont Jaurès parlait « d'évolution révolutionnaire », c'est la possibilité d'un chemin d'espoir et de transformation partagée par une large part des sympathisant-e-s de gauche.

Loin des discours fatalistes, 71% des personnes interrogées estiment qu'il n'y a pas de fatalité aux difficultés actuelles, 71% également qu'elles peuvent « jouer un rôle pour transformer la société », 59% que le rôle de la politique est de « construire de l'égalité pour empêcher « la loi du plus fort ». Toutes les enquêtes d'opinion indiquent que les questions sociales, en particulier celle de l'emploi, sont des préoccupations populaires majeures, la peur du déclassement social la première des angoisses.

C'est sur ces réalités que s'est construit le mouvement contre la loi travail ou encore le front de refus de la déchéance de nationalité, de la prolongation de l'état d'urgence ; elles sont encore au cœur des mobilisations sociales de la rentrée, posant l'urgence d'une perspective politique pour y répondre.

Une urgence pour la France : une nouvelle politique de progrès social, démocratique et écologique

Nous entrons en campagne en soumettant au pays un pacte d'engagements pour une nouvelle majorité.

Pour construire la politique et le rassemblement dont la France a besoin, nous nous adressons à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui partagent notre ambition, aux syndicalistes, aux militantes et militants associatifs, aux artistes et aux intellectuel-le-s, aux forces du Front de gauche, à la France insoumise, aux socialistes qui veulent retrouver le chemin de la gauche, aux écologistes. Nous leur proposons de débattre de ce pacte d'engagements pour construire le socle d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale qui soit formée par les forces de la gauche d'alternative.

Nos propositions sont construites sur la base de *L'Humain d'abord*, de notre contribution « *la France en commun* », de notre texte de congrès « *Le temps du commun »*, du travail de nos groupes parlementaires et de nos élu-e-s locaux, de la grande consultation citoyenne.

Nous proposons sept axes de campagne : 1. Prendre le pouvoir sur la finance et partager les richesses ; 2. De la nouvelle République au renouveau de la politique ; 3. Investir pour demain ; 4. L'égalité femmes-hommes maintenant ! 5. Une France protectrice et solidaire 6. Produire autrement et protéger la planète 7. A l'offensive pour changer l'Europe.

Pour chacun de ces axes, nous présentons aujourd'hui des premières mesures d'un programme de gouvernement (cf. document annexe : *Un pacte d'engagements communs pour la France*) qui constituent un socle que nous mettrons en débat dans tout le pays, à travers une nouvelle étape de notre démarche citoyenne.

Du pacte d'engagements à une nouvelle majorité législative

La construction de cette nouvelle majorité politique en 2017 passe tout autant par l'élection présidentielle que par les élections législatives.

Toute l'attention des médias, de la majorité des partis, des citoyen-ne-s est concentrée sur l'unique élection présidentielle, alors même que le présidentialisme est au cœur de la crise politique des deux derniers quinquennats. Le peuple se sent mis à l'écart, abandonné par un pouvoir de plus en plus éloigné et monarchique. La reconquête d'une République démocratique passe par la revalorisation du Parlement et des élections législatives.

Le calendrier électoral et l'évolution de nos institutions ont réduit l'enjeu de ces élections à donner une majorité au Président de la République et un bonus à son challenger. Devant la gravité de la crise politique actuelle, nous appelons les Françaises et les Français à reconsidérer toute l'importance de ce scrutin. La France a besoin qu'une majorité des député-e-s élu-e-s en juin prochain s'engage à porter pendant cinq ans, au sein de l'Assemblée, des propositions de lois qui répondent aux exigences populaires.

« De quel-le député-e de gauche, ai-je besoin dans ma circonscription, pour me défendre, qui connaît mes difficultés, qui m'écoute, m'associe, crée de l'espoir en commun et agit avec moi ? »

Les communistes sont dès maintenant au rendez-vous de ce scrutin, forts du bilan du groupe des député-e-s communistes-Front de gauche, qui ont été de toutes les luttes sociales, ont porté de nombreuses propositions de lois novatrices et n'ont cessé d'agir avec pour seule boussole les intérêts populaires, l'éthique et la participation active des citoyen-ne-s au travail législatif.

Dans l'échange avec toutes les forces disponibles pour construire avec nous une nouvelle majorité politique de gauche alternative à l'austérité, nous désignerons/soutiendrons dans toutes les circonscriptions des candidat-e-s « Uni-e-s pour l'humain d'abord » qui travailleront au rassemblement des Français-e-s dans cette perspective. Les communistes sont disponibles pour construire un label et un socle commun à toutes ces forces, respectueux de la diversité de ces candidat-e-s et de leur décision de rattachement politique.

Nous travaillerons à des candidatures à parité qui ressemblent à notre société, à l'image du monde du travail, de nos communes, de nos quartiers, dans leur diversité, qui permettent le renouvellement de la représentation nationale et l'émergence de nouvelles pratiques politiques éthiques, citoyennes et transparentes.

Nous tiendrons un Conseil national, le 14 janvier, pour valider les candidatures qui auront notre soutien aux législatives. Pour lancer la campagne des élections législatives à égalité avec l'élection présidentielle, nous organiserons fin janvier un grand rassemblement avec tou-te-s les candidat-e-s devant l'Assemblée nationale *: « Contre la monarchie présidentielle, démocratie citoyenne ! ».*

Nos décisions pour la candidature à l'élection présidentielle

Depuis des mois, pour déjouer le piège d'un second tour droite-FN et construire une candidature de gauche qui relève l'espoir du pays, nous agissons pour une candidature commune des forces portant l'alternative à l'austérité à la présidentielle. Après les « Lundis de gauche » organisés en février et mars derniers, nous avons multiplié les échanges avec toutes ces forces, interpellé les consciences et organisé la grande consultation citoyenne. De ces initiatives, nous tirons la conviction qu'une majorité existe dans notre pays pour construire une France de progrès et de solidarité.

Mais la violence des renoncements et trahisons de ce pouvoir, et la logique de la Ve République elle-même, conduisent encore aujourd'hui à la division de ces forces.

Le refus, jusqu'à présent, du Président de la République de renoncer à sa candidature, alors même que son bilan le disqualifie d'emblée pour représenter une nouvelle fois la gauche à l'échéance présidentielle ; l'acceptation par les socialistes critiques d'un processus politique de primaire sans base politique garantissant une rupture avec une poli-

tique de régression sociale inédite du pouvoir ; le choix de Jean-Luc Mélenchon d'imposer, en rompant avec le Front de gauche, le seul cadre de la France insoumise en refusant de construire un cadre collectif pour les forces disponibles pour construire l'alternative à l'austérité ; ou enfin la décision d'EELV d'affirmer la nécessité d'une candidature écologiste en toutes circonstances… toutes ces initiatives constituent autant d'obstacles à la construction d'une candidature commune à la présidentielle.

Nous prenons la mesure de ces blocages, que nos efforts n'ont pas permis de dépasser à cette heure, mais nous ne nous y résignons pas. Le danger est toujours là. Depuis septembre 2014, aucun sondage ne place un candidat de gauche au second tour de l'élection présidentielle. Le risque de démobilisation et de désarroi de nombreux électeurs est réel. En même temps, nous mesurons combien nos concitoyen-ne-s sont inquiet-e-s de cette division et souhaitent une union qui ouvre un espoir. Au vu de cette situation, les communistes décident :

* de continuer d'agir jusqu'au bout pour parvenir à une telle candidature commune et empêcher la victoire de la droite et de l'extrême droite. Nous tendrons la main et poursuivrons le dialogue avec toutes ces forces jusqu'au dépôt des candidatures à l'élection présidentielle, pendant et au-delà des échéances de 2017. Nous participerons à toutes les initiatives qui porteront cet objectif, à commencer par celle organisée le 12 novembre prochain par l'Appel des cent.

* La conférence nationale mandate la direction nationale et le secrétaire national du PCF pour poursuivre ces efforts et organiser, en décembre, une rencontre nationale, avec des déclinaisons locales, pour un pacte politique de majorité, où toutes ces forces continueraient à construire le front élargi nécessaire.

* de s'engager sans attendre autour d'une candidature. Cet engagement n'est pas le terme de nos efforts de rassemblement. Notre choix de candidature sera mis au service de la poursuite de ces efforts. Conjuguer ces deux dimensions fait le plus large accord des communistes.

Deux options sont en débat :

OPTION 1 : les communistes décident d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon, considérant qu'un rassemblement peut s'opérer avec cette candidature et qu'elle porte une grande partie des propositions de la gauche alternative à l'austérité. Tout en poursuivant leurs efforts pour une candidature commune, les communistes porteront cet appel en conservant leur autonomie, critique et constructive, et travailleront à un cadre collectif de campagne élargi afin d'œuvrer à la construction d'un rassemblement le plus large possible.

OPTION 2 : les communistes décident de présenter une candidature issue de leurs rangs, considérant qu'elle est le moyen de porter dans le débat nos propositions et notre démarche de rassemblement. Des camarades sont disponibles. Cette candidature pourrait, si la situation l'exige, sur la base d'un accord politique et après consultation des adhérent-e-s, se retirer au profit d'une candidature commune d'alternative à l'austérité telle que nous le proposons. Si cette option est retenue, le Conseil national soumettra le choix d'une candidature à la ratification des communistes.

Les communistes seront consulté-e-s sur ce choix les 24, 25 et 26 novembre.

Les implications financières de ces décisions sont conséquentes. Elles appellent le déploiement d'une grande bataille financière, notamment au travers de l'animation de souscriptions locales, départementales et nationales.